

## Quelle est la position de l'ITM sur les abus du télétravail ?

### Réponse courte

L'Inspection du travail et des mines (ITM) veille au **respect des règles légales** applicables au télétravail, tant du côté de l'employeur que du salarié. L'ITM peut intervenir en cas de **non-respect des obligations de sécurité** prévues à l'art. L.312-1, de dépassement des durées maximales de travail ou d'absence de formalisation du télétravail régulier.

L'ITM sanctionne les abus caractérisés : **surveillance disproportionnée** du salarié, refus de prise en charge des frais professionnels, ou encore détournement du télétravail pour contourner les obligations en matière de **temps de travail** et de **repos**. Du côté du salarié, l'exercice d'une activité personnelle pendant les heures de télétravail ou le non-respect des plages de disponibilité convenues peut justifier une intervention disciplinaire de l'employeur, validée par l'ITM si elle est proportionnée.

### Définition

Les abus du télétravail désignent les **détournements** des règles légales et conventionnelles encadrant le travail à distance, qu'ils soient le fait de l'employeur (surveillance excessive, non-respect des obligations) ou du salarié (indisponibilité, activité concurrente). L'ITM est l'autorité administrative compétente pour **contrôler et sanctionner** ces manquements. Les sanctions disciplinaires applicables obéissent au principe de proportionnalité.

### Conditions d'exercice

L'intervention de l'ITM en matière de télétravail est déclenchée par plusieurs situations.

Situation	Détail
<b>Défaut de formalisation</b>	Absence d'avenant écrit pour un télétravail régulier (? 10 % du temps annuel)
<b>Dépassement horaire</b>	Non-respect des durées maximales de travail (art. <u>L.211-5</u> )
<b>Repos non respecté</b>	Violation du repos journalier de 11 heures ou du repos hebdomadaire
<b>Surveillance abusive</b>	Dispositifs de contrôle disproportionnés ou non déclarés (art. <u>L.261-1</u> )
<b>Frais non remboursés</b>	Refus de prise en charge des frais professionnels liés au télétravail
<b>Plainte du salarié</b>	Signalement direct auprès de l'ITM par un salarié victime d'abus

## Modalités pratiques

La gestion des risques d'abus en télétravail nécessite une démarche préventive.

Étape	Détail
<b>Audit interne</b>	Vérifier la conformité des pratiques de télétravail aux obligations légales
<b>Formalisation</b>	S'assurer que chaque télétravailleur régulier dispose d'un avenant écrit
<b>Contrôle proportionné</b>	Limiter la surveillance aux objectifs et résultats, pas aux moyens
<b>Droit à la déconnexion</b>	Respecter les plages de déconnexion et ne pas solliciter hors horaires
<b>Documentation</b>	Conserver les preuves de conformité en cas de contrôle <u>ITM</u>

## Pratiques et recommandations

**Anticiper** les contrôles ITM en documentant systématiquement les pratiques de télétravail : avenants signés, politique de remboursement des frais, registre des heures travaillées.

**Former** les managers aux règles encadrant le télétravail pour éviter les dérives en matière de surveillance ou de sollicitation en dehors des horaires convenus.

**Mettre en place** un canal de signalement interne permettant aux salariés de remonter les dysfonctionnements avant de saisir l'ITM.

**Consulter** la délégation du personnel sur les modalités de télétravail pour garantir un dialogue social constructif et prévenir les conflits, conformément au cadre général du télétravail.

## Cadre juridique

Référence	Objet
<b>Art. <u>L.312-1</u> Code du travail</b>	Obligation de sécurité et de santé de l'employeur
<b>Art. <u>L.211-5</u> Code du travail</b>	Durée maximale journalière de travail
<b>Art. <u>L.261-1</u> Code du travail</b>	Encadrement de la surveillance des salariés
<b>Art. <u>L.251-1</u> Code du travail</b>	Égalité de traitement entre télétravailleurs et salariés sur site
<b>Convention interprofessionnelle du 20 octobre 2020</b>	Droits et obligations des parties en matière de télétravail

L'ITM dispose d'un pouvoir de sanction administrative et peut ordonner la cessation immédiate de pratiques abusives. Les amendes administratives peuvent atteindre plusieurs milliers d'euros par infraction constatée.

Les contenus sont rédigés et mis à jour régulièrement à partir de sources officielles. Leur usage ne remplace pas une consultation juridique et doit être validé par un professionnel du droit.